

Transformer les plans en action contre la résistance aux antimicrobiens

**Document de travail 2.0 : Mise en œuvre et
coordination**



Regarding copyright notice and disclaimers, instructions can be found at <https://emanual.who.int/p08/s06/Pages/VIII65Copyrightnoticeanddisclaimers.aspx> and respective translations at <http://intranet.who.int/homes/whp/publishingwho/production/standarddisclaimers.shtml>.
For further information, please send an email to publishing@who.int.

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	3
REMERCIEMENTS	4
ABRÉVIATIONS	5
RESUMÉ ANALYTIQUE	6
1. INTRODUCTION	9
2. ÉTABLIR LES RÔLES ET RESPONSABILITÉS DU COMITÉ	10
3. CLASSER LES ACTIVITÉS RAM PAR ORDRE DE PRIORITÉ	13
4. TRADUIRE LA LUTTE CONTRE LA RAM EN PLANS	23
5. IMPLIQUER LES PARTIES PRENANTES	26
6. PLAIDER EN FAVEUR DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'INTÉGRATION	31
7. OUTILS PRATIQUES D'ADAPTATION DU MESSAGE	34
8. LECTURES COMPLÉMENTAIRES	38

Remerciements

Le présent document a été élaboré par Liz Tayler, responsable technique principale, Secrétariat RAM de l'OMS et Catriona Waddington, consultante indépendante. Il s'inspire également d'une réflexion antérieure ([Assessing entry points and options for increasing investments in AMR in low- and middle-income countries](#)) effectuée pour le Secrétariat RAM de l'OMS par Kim Faure et Jyoti Joshi du Center for Disease Dynamics, Economics & Policy (CDDEP). La finalisation du présent document a été possible grâce à l'aide apportée par Breeda Hickey.

Les auteurs tiennent à exprimer toute leur reconnaissance pour leurs précieux commentaires à leurs collègues de l'OMS dans les régions et au siège, à l'UNICEF, la FAO, l'OIE, ReAct et aux partenaires RAM au niveau national.

Abréviations

CSU	couverture sanitaire universelle
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IVRI	infection des voies respiratoires inférieures
MCP	mécanisme de coordination pays
OC	organisation professionnelle
ODD	Objectif de développement durable
OIE	Organisation mondiale de la santé animale
ONG	organisation non gouvernementale
PAN	plan d'action national
PCI	prévention et contrôle des infections
PCIME	prise en charge intégrée des maladies de l'enfant
PEV	Programme élargi de vaccination
PRFI	pays à revenu faible ou intermédiaire
R&D	recherche et développement
RAM	résistance aux antimicrobiens
RSI	Règlement sanitaire international (2005)
SMI	santé maternelle et infantile
VIH	virus de l'immunodéficience humaine
WASH	eau, assainissement et hygiène

Résumé analytique

Depuis l'adoption du Plan d'action mondial pour combattre la résistance aux antimicrobiens (RAM) en 2015, plus de la moitié des pays du monde ont élaboré leur propre plan d'action national (PAN) pour lutter contre la RAM, créant des comités de coordination RAM ou un organisme équivalent pour les appliquer. Mais la mise en œuvre des PAN à l'échelle s'avère une tâche difficile, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) aux ressources limitées.

Les comités de coordination RAM doivent jouer un rôle de facilitation, mais on ne peut s'attendre à ce qu'ils réalisent toutes les activités énumérées dans le PAN. Leur rôle est plutôt d'élaborer et d'exécuter un plan de mise en œuvre solide qui intègre les activités du PAN dans le programme de développement national et les stratégies et budgets sectoriels, et qui coordonne une approche concertée d'application du PAN entre les secteurs et les parties prenantes. Un tel plan doit être à la fois réaliste et complet, identifiant les points forts et activités des initiatives existantes et s'y appuyant, et suscitant simultanément l'intérêt et l'investissement pour de nouvelles activités, là où elles sont nécessaires.

Pour s'acquitter de cette tâche, le comité de coordination RAM doit avoir un rôle et un mandat clairement définis, bénéficier d'un soutien politique fort et connaître parfaitement :

- les activités RAM sur lesquelles se concentrer (nouvelles et existantes) ;
- les plans et budgets de développement et sectoriels à cibler ; et
- les parties prenantes qui sont ou devraient être impliquées.

Fort de son autorité et de ses connaissances, le comité de coordination RAM est en mesure d'élaborer un contenu narratif convaincant et présenter des arguments solides en faveur d'un investissement garantissant la volonté politique et les ressources nécessaires à tous les niveaux, dans tous les secteurs, afin de mettre à exécution le plan de mise en œuvre (voir la Figure 1 plus bas).

Le présent document a été élaboré pour aider les comités de coordination RAM et d'autres comités chargés de la RAM au niveau des pays à parvenir à cet objectif. S'appuyant sur la littérature publiée ainsi que sur l'expérience opérationnelle et l'expertise de différents PRFI, le document présente six stratégies clés pour atteindre l'objectif et offre une série de conseils pratiques et de suggestions sur la façon de mettre en œuvre chacune d'entre elles.

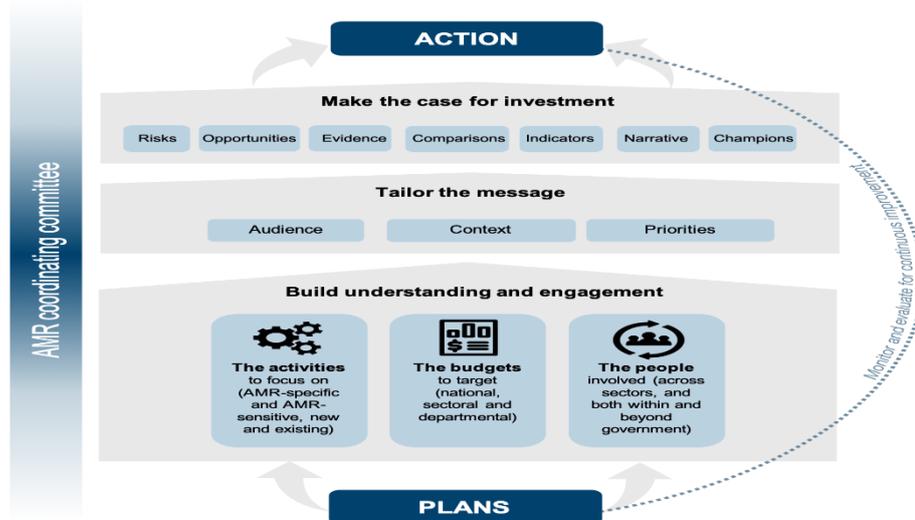
Les six stratégies

1. **Établir les rôles et responsabilités du comité de coordination RAM.** Même si les responsabilités spécifiques du comité de coordination RAM varient d'un pays à l'autre, elles comprennent généralement : le leadership et la coordination, la création d'une dynamique, le plaidoyer, la communication, la collecte de données probantes et le suivi. Pour être efficaces, les comités RAM doivent également bénéficier d'un soutien politique de haut niveau, d'une autorité et de ressources pour agir, ainsi que d'une chaîne de responsabilité claire.
2. **Classer les activités liées à la RAM par ordre de priorité.** Parce que, dans les situations où les ressources sont limitées, il n'est peut-être pas possible de mener à bien toutes les activités du PAN en même temps, les comités RAM devront déterminer les domaines sur lesquels concentrer leurs efforts. Pour ce faire, ils devront identifier les activités qui nécessitent réellement de nouvelles ressources et celles qui pourraient être réalisées en adaptant ou en élargissant les projets et programmes liés à la RAM existants.

3. **Traduire la lutte contre la RAM en plans.** Si l'on veut que la lutte contre la RAM soit soutenue et dotée de ressources suffisantes, elle doit faire partie du programme de développement national. Cela signifie que les concepts et les activités liés à la RAM doivent être intégrés aux processus de planification et de budgétisation de l'État à tous les niveaux : national, sectoriel et ministériel.
4. **Impliquer les parties prenantes.** La mise en œuvre des PAN nécessite des actions dans de multiples secteurs, allant de la santé, la sécurité alimentaire et l'agriculture à l'environnement, l'éducation et le commerce. Cela signifie que les diverses parties prenantes (notamment le gouvernement, les hommes politiques, les universitaires, les professionnels, les bailleurs de fonds et la société civile) doivent assumer la responsabilité des mesures RAM dans leurs propres sphères d'influence.
5. **Plaider en faveur de l'investissement.** Il est important de convaincre les hommes politiques et les bailleurs de fonds de la nécessité d'investir pour faire avancer le programme RAM à un haut niveau. Mais pour mettre en œuvre le PAN sur le terrain, il faudra aussi persuader les gestionnaires de budget, les décideurs des ministères et les partenaires potentiels d'affecter des ressources supplémentaires dans la lutte contre la RAM ou de réaligner les programmes existants pour mieux répondre au problème.
6. **Adapter le message.** Si des personnes doivent investir dans de nouvelles activités ou modifier des activités existantes pour aider à mettre en œuvre le PAN, ils doivent être en mesure de comprendre que la RAM peut avoir des conséquences sur leurs propres buts et objectifs. Adapter efficacement le message à cette fin nécessite de se concentrer sur les différents risques, opportunités et impacts potentiels, en fonction du public visé.

Chacune de ses stratégies est intrinsèquement importante. Toutefois, pour soutenir efficacement la mise en œuvre des PAN, elles doivent être mises en place toutes ensemble plutôt que l'une après l'autre, et de manière précise et coordonnée. Elles n'ont pas vocation à être appliquées à un moment donné ou à un endroit précis mais plutôt simultanément dans un processus continu et itératif qui garantit et soutient une action RAM multisectorielle à tous les niveaux.

Figure 1. Transformer les plans en actions : vue d'ensemble



Traduction du schéma ci-dessus :

Comité de coordination RAM

ACTION

PLANS

Plaider pour l'investissement

Risques Opportunités Données probantes Comparaisons Indicateurs Exposé narratif Chefs de file

Adapter le message

Public Contexte Priorités

Renforcer la compréhension et l'engagement

Les activités à privilégier (spécifiques et connexes à la RAM, nouvelles et existantes)

Les budgets à cibler (nationaux, sectoriels et ministériels)

Les personnes impliquées (dans les différents secteurs, au sein du gouvernement et au-delà)

Suivre et évaluer en vue de parvenir à une amélioration continue

1. Introduction

En mai 2015, consciente de la menace mondiale posée par la résistance aux antimicrobiens (RAM), l'Assemblée mondiale de la Santé a adopté le Plan d'action mondial pour combattre la résistance aux antimicrobiens. Aujourd'hui, plus de 115 pays ont élaboré leurs propres plans d'action nationaux (PAN) qui sont alignés sur les objectifs du plan d'action mondial. Toutefois, nombre d'entre eux ont aujourd'hui du mal à trouver les fonds nécessaires ou à mettre au point les bons systèmes pour mettre en œuvre leurs plans à grande échelle.

Le problème est double. Premièrement, en matière de ressources, la RAM doit rivaliser avec d'autres priorités mondiales en matière de santé qui sont perçues comme étant plus urgentes, comme la couverture sanitaire universelle (CSU) ou la sécurité sanitaire. Bien évidemment, ces initiatives ne sont, en réalité, pas en concurrence : la lutte contre la RAM est une condition préalable à la mise en place de systèmes de santé plus forts et plus résilients, qui sont, à leur tour, essentiels pour garantir la sécurité sanitaire. Mais dans la pratique, relativement peu d'argent est consacré à la lutte contre la RAM, et une grande partie de cette somme va au financement de la recherche et développement (R&D) pour de nouveaux médicaments ou au renforcement des systèmes de laboratoire et de surveillance, plutôt que, par exemple, au soutien des organismes de réglementation des médicaments, à l'actualisation des lignes directrices en matière de traitement destinées aux médecins ou aux vétérinaires, ou au renforcement des systèmes visant à prévenir les infections.

Deuxièmement, contrairement aux problèmes de santé « traditionnels », la RAM ne se limite pas à un seul agent pathogène ou à un seul ensemble de symptômes, et les activités nécessaires pour la combattre ne s'inscrivent pas dans un programme bien défini. Certaines activités liées à la RAM – telles que la prévention et la lutte contre les infections et la gestion des médicaments – sont déjà menées dans le domaine de la santé humaine et de la santé animale, mais séparément l'une de l'autre et même peuvent ne pas apparaître du tout dans le PAN. La lutte contre la RAM exige une action soutenue et coordonnée à la bonne échelle et au sein d'un certain nombre d'institutions et de secteurs, notamment la santé humaine et la santé animale, la production alimentaire, l'environnement, l'eau et l'assainissement, l'éducation et le commerce. De nombreuses et diverses parties prenantes, dotées de méthodes de travail différentes, doivent être mises en contact les unes avec les autres pour coordonner et élargir leurs efforts de manière à maximiser leur impact sur la RAM.

Cela est facile à dire mais difficile à réaliser. Les gens ont l'habitude de travailler de manière cloisonnée et de recourir à des plans et des activités spécifiques. Souvent, le personnel responsable de la mise en œuvre des mesures RAM est issu d'un milieu technique spécifique (laboratoire ou pharmacie) et a peu d'expérience dans les activités de partenariat, la mobilisation des ressources et les stratégies logistiques requises pour parvenir à une collaboration multisectorielle réussie.

Dans les sections qui suivent, nous nous appuyons sur l'expérience et l'expertise nationales et internationales pour offrir des conseils pratiques sur la façon de surmonter le véritable défi que constitue la mise en œuvre des PAN et de traduire les plans en actions concrètes. Rédigées à l'intention des comités de coordination RAM et d'autres comités travaillant au niveau national, nos lignes directrices sont axées sur six stratégies essentielles capables de garantir une bonne mise en œuvre et coordination. Les approches de mise en œuvre seront adaptées à chaque contexte et toutes les suggestions ne seront pas applicables dans un contexte particulier. Ainsi, ces orientations sont à considérer comme une approche différente à adopter plutôt que comme un véritable plan d'action.

Le présent document de travail est le plus récent des travaux en cours de l'OMS, de la FAO et de l'OIE pour établir une meilleure base mondiale de données probantes pour la mise en œuvre des PAN. Les documents publiés en 2018 se résument à un document sur le travail multisectoriel nécessaire pour combattre efficacement la RAM,¹ et à une publication sur l'intérêt d'accorder davantage d'attention aux questions de genre et d'équité pour guider la mise en œuvre de stratégies dans les plans d'action nationaux consacrés à la RAM.²

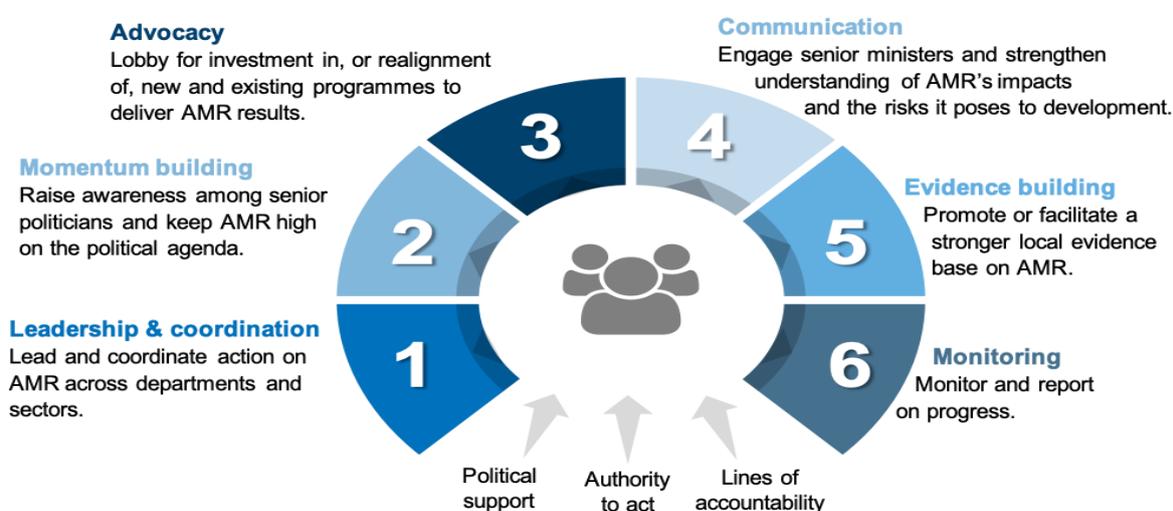
2. Établir les rôles et responsabilités du comité

Les PAN sont complexes et très souvent ambitieux. Le comité de coordination RAM chargé de les exécuter joue un rôle essentiel en veillant à ce que les activités du plan soient dotées de ressources et mises en œuvre, mais n'est pas censé être responsable de la réalisation de ces activités.

Les orientations de l'OMS indiquent que le principal rôle du comité RAM est « de superviser et, le cas échéant, de coordonner les activités liées à la RAM dans l'ensemble des secteurs pour garantir une démarche systématique et complète ». ³ Pour travailler efficacement dans tous les domaines du PAN, le comité devrait être multisectoriel et comprendre des représentants de tous les secteurs concernés, notamment la santé humaine, la santé animale, la production alimentaire et l'environnement.

Même si les responsabilités spécifiques du comité varient d'un pays à l'autre, elles comprennent généralement le leadership et la coordination, la création d'une dynamique, le plaidoyer, la communication, la collecte de données probantes et le suivi (voir la Figure 2).

Figure 2. Responsabilités habituelles d'un comité de coordination RAM



¹ www.who.int/antimicrobial-resistance/publications/workingpaper1multisectoralcoordinationAMR

² <https://www.who.int/antimicrobial-resistance/national-action-plans/workingpaper5enhancingthefocusongenderandequity/en/>

³ OMS. Exemples de mandats pour un groupe de coordination multisectorielle nationale, un point focal national et un groupe de travail technique. Genève, Organisation mondiale de la Santé (<https://www.who.int/antimicrobial-resistance/national-action-plans/TOR-FR.pdf?ua=1>, consulté le 5 février 2019)

Traduction de la Figure 2 :

1 Leadership et coordination

Diriger et coordonner les actions consacrées à la RAM dans les différents ministères et secteurs

2 Mise en place d'une dynamique

Mieux faire connaître la RAM aux hommes politiques en vue et maintenir ce domaine en bonne place dans les priorités politiques

3 Plaidoyer

Faire pression pour l'investissement ou le réaligement des programmes existants et nouveaux afin de parvenir à des résultats en matière de RAM

4 Communication

Impliquer des ministres de premier plan et renforcer la compréhension des impacts de la RAM et des risques qu'elle pose pour le développement

5 Collecte de données probantes

Promouvoir ou faciliter une meilleure base de données probantes locale sur la RAM

6 Suivi

Assurer le suivi et faire rapport sur les progrès réalisés

Appui politique Pouvoir d'agir Chaînes de responsabilité

L'une des principales préoccupations du comité de coordination RAM est la nécessité d'élaborer un plan de mise en œuvre qui précise quand et comment les mesures prioritaires du PAN devront être réalisées. Ce plan doit être réaliste, ce qui signifie qu'il conviendra de prioriser les activités en fonction de leur importance ou de leur potentiel d'impact ainsi que de leur capacité à permettre une mise à l'échelle et à maintenir la dynamique mise en branle.

Pour fonctionner, chaque activité du plan de mise en œuvre doit être dotée de ressources adéquates. L'identification et la mobilisation des ressources (financières et humaines) devraient constituer l'une des principales activités du comité RAM. Il devra notamment préciser si un financement à court ou à long terme est nécessaire (voir l'Encadré 1 plus bas) et repérer les opportunités par le biais des lignes budgétaires existantes ou du personnel dont le financement est assuré, par exemple en mentionnant les activités RAM dans les intitulés de poste du personnel concerné ou en prévoyant des détachements officiels.

Le comité RAM devrait également examiner régulièrement l'état des ressources de son plan de mise en œuvre et mettre en évidence tout manque de ressources existant, identifier les risques d'inactivité et formuler la nécessité de trouver des solutions.

Encadré 1. Durée du financement

Les ressources destinées aux activités RAM peuvent provenir de diverses sources, notamment du Trésor public et des ministères, ainsi que de bailleurs de fonds extérieurs et de partenaires de développement, tels que des pays, des fondations, des donateurs privés et autres. Le fait d'être explicite au sujet de la durée du financement aidera les bailleurs de fonds potentiels à évaluer leur volonté et leur capacité à investir dans les différentes activités.

Le financement à court terme peut servir à financer des études spécifiques visant, par exemple, à renforcer l'analyse de la situation locale en matière de RAM ou à déterminer la nécessité d'agir. Il peut également être utilisé pour la formation ou pour lancer et pérenniser des activités jusqu'à ce qu'elles soient prises en compte dans des budgets à long terme établis. Les études de pays de l'OMS suggèrent que les bailleurs de fonds et les partenaires de développement jouent un rôle clé en catalysant les actions portant sur la RAM dans les PRFI et en soutenant les activités qui sont exclues des plans gouvernementaux.

À moyen et long terme, les gouvernements devront financer la mise en œuvre de leur PAN en l'intégrant dans les budgets nationaux et locaux et dans les cycles de planification afin de garantir sa pérennité (voir Section 4 plus bas).

2.1. Garantir l'efficacité

Quelles que soient leurs responsabilités particulières, tous les comités de coordination RAM sont plus susceptibles d'être efficaces s'ils disposent de l'appui politique et de l'autorité nécessaires pour agir, et s'ils ont l'obligation de rendre des comptes.

L'expérience acquise dans des pays du monde entier, notamment au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, au Kenya, aux Philippines et en Thaïlande, montre que l'engagement et le soutien politiques sont essentiels pour faire avancer le programme de lutte contre la RAM et pour mobiliser et affecter les ressources de manière appropriée.⁴ Dans ces pays, les organismes de lutte contre la RAM ont utilisé tout un éventail d'outils et de tactiques, dont les suivantes, pour obtenir un soutien politique :

- un alignement des intérêts de la lutte contre la RAM sur ceux des principaux dirigeants politiques ;
- une utilisation des plateformes gouvernementales pour partager et promouvoir les actions de lutte contre la RAM ;
- une utilisation des crises, des événements et des forums politiques nationaux et mondiaux pour accroître la visibilité de la RAM ; ou
- la publication des données locales sur la RAM pour illustrer les impacts locaux et nationaux potentiels et convaincre les hommes politiques de la nécessité d'agir.

⁴ WHO. Tackling Antimicrobial Resistance Together. Working paper 1.0: Multisectoral collaboration. Geneva: World Health Organization; 2018 (www.who.int/antimicrobial-resistance/publications/workingpaper1multisectoralcoordinationAMR, consulté le 6 février 2019).

Maintenir l'intérêt et le soutien politiques peut relever du véritable défi mais est, toutefois, possible par la mise à disposition de mises à jour régulières ou des renseignements techniques sur les nouvelles menaces. Cela peut être particulièrement utile pour faire face aux changements qui peuvent survenir dans le paysage politique et en matière de personnel, lesquels peuvent avoir un impact sur les structures de coordination et ralentir la mise en œuvre.

En plus du soutien politique, les comités RAM doivent disposer d'une autorité suffisante pour être en mesure d'agir et d'assurer la mise en œuvre de leurs recommandations et de leurs plans. Ils devraient également être dotés de responsabilités claires à l'égard d'un organe de haut niveau. Idéalement, il devra s'agir d'un organe ministériel multisectoriel, ou éventuellement d'un ministre responsable ou d'un haut responsable au sein du gouvernement.

Le comité RAM est responsable du suivi de la mise en œuvre du PAN et devrait faire rapport régulièrement sur les progrès et les obstacles rencontrés, en signalant explicitement tous les domaines où le manque de ressources entrave l'action.

Conseils pratiques

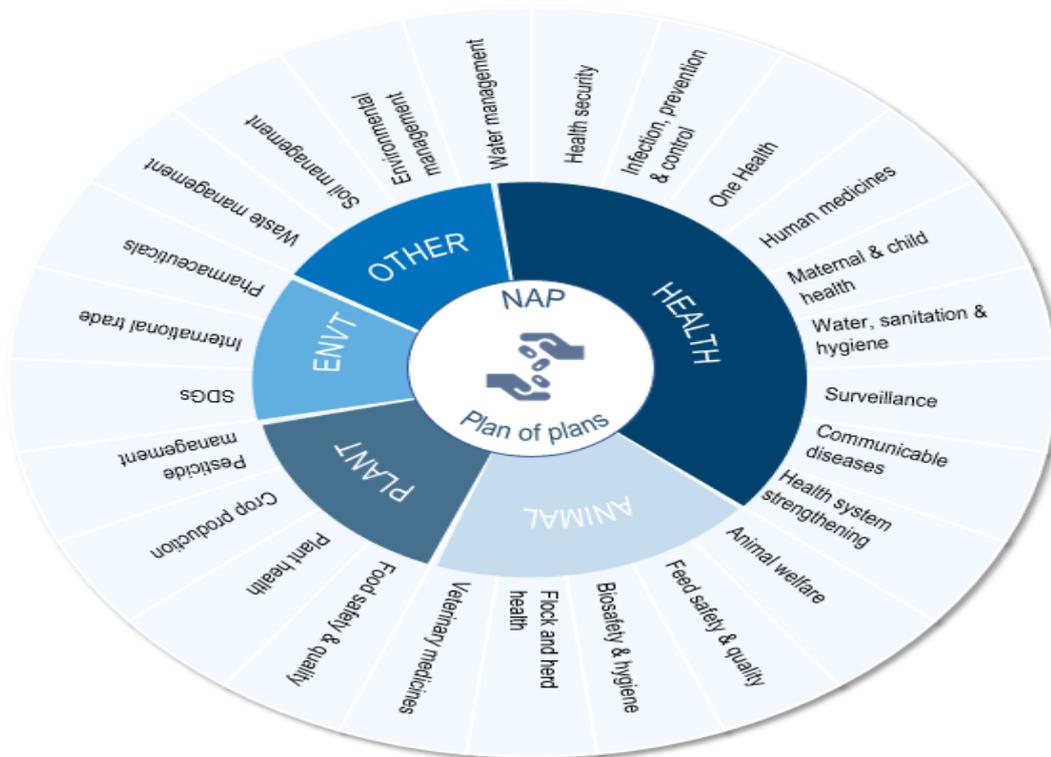
- ✓ Définir clairement les rôles et les responsabilités du comité de coordination RAM.
- ✓ S'assurer que le comité identifie et mobilise les ressources nécessaires pour chaque activité du plan de mise en œuvre du PAN.
- ✓ Examiner régulièrement l'état des ressources des activités afin d'identifier les lacunes et les obstacles les plus importants.
- ✓ Établir des responsabilités claires et transparentes en matière de reddition de comptes et d'établissement de rapports vis-à-vis d'un groupe ministériel ou d'un responsable de haut niveau au sein du gouvernement.



3. Classer les activités RAM par ordre de priorité

Parce que la RAM est un problème multisectoriel, les activités nécessaires pour y faire face sont liées à de nombreux autres projets et programmes nationaux, notamment ceux relatifs à la prévention et au contrôle des infections, à la surveillance et aux médicaments. Dans de nombreux cas, les pays ont adopté une approche intégrée pour élaborer leur plan d'action national de lutte contre la RAM, intégrant des activités planifiées dans divers plans stratégiques au sein de différents secteurs de la santé humaine, animale et végétale et élaborant, en fait, un « plan de plans » (voir la Figure 3).

Figure 3. Ayant des liens avec différents stratégies et plans nationaux, le PAN est souvent considéré comme un « plan de plans »



Traduction de la Figure 3 ci-dessus :

PAN Plan de plans

SANTÉ

Sécurité sanitaire Prévention et contrôle des infections Une Santé Médicaments pour l'homme Santé maternelle et infantile Eau, assainissement et hygiène Surveillance Maladies transmissibles Renforcement des systèmes de santé

ANIMAUX

Bien-être animal Sécurité et qualité des aliments pour animaux Biosécurité et hygiène Santé des troupeaux Médicaments vétérinaires

PLANTES

Sécurité et qualité des aliments Santé végétale Production des cultures Gestion des pesticides

ENVIT

ODD Commerce international Produits pharmaceutiques

AUTRES

Gestion des déchets Gestion des sols Gestion de l'environnement Gestion de l'eau

Si certaines des activités du plan de plans seront nouvelles et spécifiques à la RAM,⁵ d'autres correspondront à des activités « connexes à la RAM » existantes qui sont principalement entreprises pour d'autres objectifs, mais qui contribueront aussi indirectement à contenir la RAM. Cela signifie que la mise en œuvre du plan de plans nécessitera des structures et des systèmes clairs capables de financer et de coordonner les activités du PAN dans tous les départements et secteurs.

Dans les cas où les ressources sont limitées, il se peut qu'il ne soit pas possible d'exécuter toutes les activités du PAN en même temps, ce qui conduira les comités RAM à déterminer les domaines dans lesquels concentrer leurs efforts. Les comités devraient élaborer un plan de mise en œuvre qui énonce ce qui peut être fait au cours des deux ou trois prochaines années. Il s'agira probablement des activités qui auront le plus d'impact, qui seront les plus faciles à réaliser et qui constitueront une première étape nécessaire vers d'autres composantes importantes du plan et qui sont susceptibles de prendre du temps (comme les questions de réglementation). Malheureusement, il n'existe pas encore d'éléments de preuve tangibles sur les interventions les plus rentables dans différents contextes, ce qui fait de l'établissement de cette base d'éléments de preuve une priorité absolue. Pendant que cette base d'éléments de preuve est en cours de constitution aux niveaux mondial et régional, le comité devra faire appel à l'avis d'experts et prendre ses décisions en fonction des secteurs où les risques sont susceptibles d'être les plus élevés et les changements réalisables.

Lors de l'établissement des priorités, il peut être utile de faire une distinction entre les activités nouvelles et celles existantes (en tenant compte des objectifs et de l'ampleur des activités existantes et de la façon dont elles peuvent être adaptées ou élargies pour mieux s'attaquer à la RAM).

Les sections ci-après résument certaines des principales activités nouvelles et existantes mises en place dans les PRFI.

3.1. Activités nouvelles

L'une des premières activités nouvelles spécifiques à la RAM que tous les pays devront entreprendre sera de financer la gouvernance et le suivi de la lutte contre la résistance aux antimicrobiens. Un comité de coordination RAM (ou équivalent) peut être ouvertement chargé de coordonner et de mettre en œuvre le PAN même si parvenir à un consensus autour d'un plan réaliste et de haute qualité nécessite du temps et de l'argent, de déterminer le coût des éléments clés et assurer le suivi des progrès réalisés. Le fait d'avoir accès à un certain niveau de fonds réservés augmentera l'efficacité opérationnelle du comité et celle-ci sera encore meilleure si un secrétariat est mis en place, qui pourra appuyer les activités administratives et coordonner des réunions régulières entre les différents ministères et secteurs. Des fonds de démarrage provenant de sources externes peuvent être nécessaires au départ, bien que des fonds publics doivent être obtenus le plus tôt possible pour assurer la viabilité du comité.

La gouvernance des ressources n'a pas uniquement pour objet l'argent : la ressource la plus importante au départ, ce sont les personnes et il est souvent plus facile de détacher ou de déléguer du personnel à une fonction que de trouver de nouveaux financements pour du personnel. Parfois,

⁵ Les actions spécifiques à la RAM sont celles dont l'objectif principal est de lutter contre la RAM (même si elles peuvent également déboucher sur d'autres avantages). Les mesures connexes à la RAM sont celles dont l'objectif principal n'est pas réellement lié à la RAM, mais qui peuvent être conçues et mises en œuvre de manière à contribuer indirectement à contenir la RAM. L'élargissement de l'accès à une eau salubre et à l'assainissement, permettant ainsi de réduire l'incidence des infections, en est un exemple. Source : World Bank *Drug-resistant infections. A threat to our economic future*, World Bank Group, March 2017. <http://www.worldbank.org/en/topic/health/publication/drug-resistant-infections-a-threat-to-our-economic-future>

les ressources peuvent être partagées avec des programmes nécessitant une coordination plus large avec l'approche « Un monde, une santé », par exemple, le programme consacré à la sécurité sanitaire ou aux zoonoses. Dans la pratique, cependant, différentes personnes, ayant des fonctions légèrement différentes, ont tendance à être impliquées. (La sécurité sanitaire se concentrera sur les épidémies, les laboratoires et l'épidémiologie, etc. – tandis que la RAM y participera, mais nécessitera une collaboration supplémentaire avec, entre autres, le secteur des médicaments et les organes de réglementation.)

En plus de la gouvernance et du suivi, la liste des activités nouvelles spécifiques à la RAM peut comprendre les domaines suivants :

- **Sensibilisation** par le biais de communications et de campagnes ciblées destinées au grand public, aux décideurs politiques, aux agriculteurs et aux producteurs de denrées alimentaires.
- **Élaboration et distribution du matériel pédagogique** pour la formation en cours d'emploi et la formation initiale ; et intégration de la RAM dans les programmes d'études nationaux.
- **Renforcement intégré des capacités de laboratoire et de surveillance** pour les tests de sensibilité aux antibiotiques et l'établissement de rapports sur la santé humaine, la santé animale, la production alimentaire et l'environnement.
- **Réalisation d'études** sur la consommation d'antibiotiques dans le secteur de la santé humaine et de la santé animale.
- **Mise en place ou amélioration de programmes de gestion des antibiotiques** dans les établissements de soins de santé.
- **Renforcement de la réglementation relative aux antibiotiques** pour l'homme et les animaux.

La responsabilité de la réalisation de ces activités incombera à différentes parties prenantes et impliquera différents groupes de personnes. Le comité RAM peut fournir un soutien en identifiant les opportunités, en coordonnant les mesures et en faisant du lobbying pour obtenir des ressources.

Certaines activités, telles que le renforcement des systèmes de laboratoire et de surveillance, attirent déjà des investissements et des activités par le biais de programmes portant sur la sécurité sanitaire et des maladies spécifiques. Dans ces cas, il peut être plus facile de mobiliser des ressources : par exemple, adjoindre des tests de sensibilité aux antibiotiques et la surveillance de la RAM à des initiatives plus vastes de renforcement des capacités de laboratoire se traduira par des gains d'efficacité importants et des économies potentielles, avec de meilleures chances de pérennité à long terme.

Dans certains cas, des activités nouvelles peuvent même réduire les coûts : certaines données probantes donnent à penser, par exemple, que les programmes de gestion des antibiotiques peuvent réellement déboucher sur des économies (en réduisant les coûts de prescription et la durée des séjours) ou du moins permettre un autofinancement sur le moyen ou le long terme.⁶

3.2. Activités existantes

La plupart des pays disposeront d'un nombre important d'activités existantes. La liste peut comprendre à la fois des activités spécifiques ou connexes à la RAM, dont certaines, contrairement à d'autres, seront déjà prises en compte dans le PAN. De nombreuses activités existantes ont un énorme potentiel à réduire la propagation de la RAM si elles sont mises en œuvre à plus grande échelle. L'hygiène des mains, par exemple, est l'une des interventions d'un très bon rapport coût-efficacité pour lutter contre la RAM, aussi bien dans les milieux à revenu élevé que dans ceux à revenu faible.

⁶ Karanika S, Paudel S, Grigoras C, Kalbasi A, Mylonakis E. Systematic Review and Meta-analysis of Clinical and Economic Outcomes from the Implementation of Hospital-Based Antimicrobial Stewardship Programs. *Antimicrob Agents Chemother.* 2016; 60(8):4840-52. doi: 10.1128/AAC.00825-16.

Presque toutes les activités existantes qui sont pertinentes dans le domaine de la RAM visent à contrôler les infections et à optimiser l'utilisation des médicaments. Ces activités se répartissent en plusieurs catégories, allant de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et la prévention et le contrôle des infections à la vaccination, aux services de laboratoire et à la formation de la main-d'œuvre (voir la Figure 4). On les retrouve dans un large éventail de programmes consacrés à la santé humaine et animale, notamment les programmes portant sur la sécurité des patients, les initiatives en matière d'élevage et de biosécurité, les programmes de sécurité alimentaire, les projets relatifs aux moyens de subsistance et à la nutrition, la réglementation des importations pharmaceutiques, la production locale et les programmes spécifiques à certaines maladies. Ainsi, la résistance croissante aux traitements de première intention constitue un risque majeur pour le succès des programmes de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, de sorte que la prévention de la RAM est déjà un de leurs principaux objectifs. Il y a des enseignements à tirer de ces programmes et des possibilités de tirer parti de leurs expériences pratiques. L'intégration d'approches aux programmes existants peut se traduire par des gains d'efficacité et des systèmes plus durables.

Figure 4. De nombreuses activités existantes soutiennent l'action contre la RAM



Traduction de la Figure 4 ci-dessus :

Activités existantes

Services de laboratoire

Gestion de la chaîne d'approvisionnement en antibiotiques

Programmes VIH/tuberculose/paludisme

WASH et PCI (notamment la biosécurité)

Éducation de la main-d'œuvre

Vaccination

Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant

Sécurité des accouchements et soins néonataux

Le Tableau 1 ci-après indique certaines des activités spécifiques associées à chaque catégorie d'action de lutte contre la RAM et donne des exemples du type de projets et de programmes dans le domaine de la santé humaine et animale, de l'agriculture et de l'environnement, où l'on peut les retrouver.⁷ Le tableau montre qu'une grande partie de ce qui peut être fait en matière de lutte contre la RAM est déjà bien connu et s'inscrit dans des programmes existants.

⁷ L'expression « projets ou programmes » est utilisée dans un sens général, en ayant conscience que différents gouvernements et autres partenaires de développement peuvent articuler leurs programmes de travail de différentes manières.

Le tableau ne diffère en rien du plan d'action mondial ; il offre simplement une autre façon de présenter les stratégies de base pour montrer les nombreux points d'intersection avec les efforts existants. Chaque catégorie d'actions liées à la RAM figurant dans le tableau peut être mise en correspondance avec un objectif du plan d'action mondial et, en supposant un alignement entre les plans nationaux et mondiaux, avec un objectif du plan d'action national également.

Avant de classer par ordre de priorité les activités de mise en œuvre des PAN, il est utile d'identifier systématiquement les principales activités relatives à la RAM qui sont déjà en cours, même si certaines ne sont pas explicitement mentionnées dans le PAN. Pour garantir une pleine participation, la transparence et la légitimité, cette cartographie devrait inclure à la fois les programmes et projets gouvernementaux et non gouvernementaux.

S'il est important de documenter efficacement ces activités, il n'en est pas moins important de penser à :

- établir un niveau d'activité de base qui pourra être actualisé au fil du temps pour montrer les progrès accomplis ;
- soutenir le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des PAN ;
- identifier les lacunes dans la couverture (aussi bien au niveau du type d'activité qu'au niveau géographique) ;
- mettre en évidence les activités critiques (en termes d'échelle, de soutien ou d'impact) ;
- recueillir des informations et des données probantes pour des analyses situationnelles locales ;
- aider à maintenir la RAM sous les feux de la scène politique ; et
- maintenir une dynamique, une confiance et une collaboration au sein des différents groupes de parties prenantes.

Documenter les activités existantes permet également de montrer que des mesures sont possibles et déjà en cours. Mais un juste équilibre devra être trouvé entre ce message positif et des signaux clairs indiquant qu'il reste encore beaucoup à faire pour lutter efficacement contre la RAM.

À ce titre, il est important de documenter les activités existantes sans s'en attribuer le mérite (c'est-à-dire en reconnaissant que leur objectif premier n'est pas de s'attaquer à la RAM) et sans suggérer qu'elles sont financées par des « fonds RAM ». Il est également important d'examiner régulièrement la liste des activités liées à la RAM et de suivre les progrès réalisés, en plaidant en faveur d'un soutien supplémentaire ou d'un renforcement des interventions si les résultats sont sous-optimaux.

Tableau 1. Exemples d'activités liées à la RAM, où les trouver et comment elles s'inscrivent dans le plan d'action mondial.

Type d'action RAM	Activités spécifiques	Exemple de projets et de programmes		Objectif du plan d'action mondial*
		Santé humaine	Santé animale (et aquaculture)	
WASH et lutte contre les infections 	Garantir des établissements de santé propres et sûrs Santé animale	<ul style="list-style-type: none"> • Construction, rénovation d'établissements de santé • Soins primaires/CSU • Santé maternelle et infantile • Contrôle des maladies transmissibles • Sécurité sanitaire mondiale • Eau et assainissement • Qualité des soins 	<ul style="list-style-type: none"> • Élevage animal, hygiène et biosécurité • Pratiques dans les abattoirs et transformation des aliments • Programmes axés sur les moyens de subsistance et la nutrition • Gestion du lisier et du fumier 	3 Réduire l'incidence des infections
Vaccination 	Choix des vaccins et niveau de couverture Santé animale : commercial case for vaccination	<ul style="list-style-type: none"> • PEV • Santé maternelle et infantile • Sécurité sanitaire mondiale • Contrôle des maladies transmissibles 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de santé animale • Programmes de vaccination nationaux • Éducation des agriculteurs • Disponibilité et financement des vaccins pour les animaux 	3 Réduire l'incidence des infections
Gestion de la chaîne d'approvisionnement en antibiotiques 	De la fabrication, en passant par la sélection et l'achat jusqu'à la distribution, l'utilisation et l'élimination	<ul style="list-style-type: none"> • Programme pharmaceutique • Agences de réglementation • Renforcement des systèmes de santé • Soins primaires, notamment l'accès • Programmes spécifiques à certaines maladies (p.ex.. VIH, tuberculose et paludisme) 	<ul style="list-style-type: none"> • Réglementation des médicaments vétérinaires ; importations, production locale, autorisations, distribution et vente • Réglementation des aliments médicamenteux 	4 Optimiser l'usage des antimicrobiens
Services de laboratoire 	Laboratoires cliniques effectuant des mises en culture et des tests de sensibilité Assurance qualité Identification et suivi de la résistance pour la tuberculose et le VIH	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des systèmes de laboratoires • Programmes de sécurité sanitaire • Programmes spécifiques à certaines maladies • Soins cliniques/hôpitaux • Renforcement des systèmes de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes spécifiques à certaines maladies • Services d'investigation nationale sur les maladies • Laboratoires de sécurité des aliments • Suivi environnemental 	2 Renforcer les connaissances
Formation de la main-d'œuvre 	Formation initiale et en cours d'emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Activités de formation en santé humaine destinées au personnel concerné • Associations professionnelles • Programmes de formation professionnelle continue 	<ul style="list-style-type: none"> • Activités de formation en santé animale destinées au personnel concerné • Programmes de formation professionnelle continue • Associations professionnelles 	1 Améliorer la sensibilisation

			<ul style="list-style-type: none"> • Contenu de programmes d'enseignement pour les étudiants de premier cycle 	
Promotion de la santé 	Prévention des infections et WASH Sensibilisation aux antibiotiques et à leur gestion Promotion de la santé dans les écoles et les lieux de travail Gestion des maladies zoonotiques Biosécurité Élevage animal Hygiène des mains et conduite à tenir en cas de toux	<ul style="list-style-type: none"> • Santé maternelle et infantile • Contrôle des maladies transmissibles • Eau et assainissement • Santé en milieu scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes axés sur la santé et la production animales • Éducation des agriculteurs • Éducation des agents de vulgarisation • Programmes de sécurité alimentaire 	1 Améliorer la sensibilisation
Maladies chez l'enfant 	Prise en charge des infections infantiles courantes (pneumonie, diarrhée, etc.) Prévention et usage approprié des antibiotiques	<ul style="list-style-type: none"> • Santé maternelle et infantile • Soins primaires/CSU • PCIME • Soins cliniques/hôpitaux • Renforcement des systèmes de santé 	S/O	3 Réduire l'incidence des infections
Accouchements sûrs et soins néonataux 	Hygiène et sécurité des accouchements, allaitement, prévention et gestion des infections néonatales, prévention des infections du site opératoire	<ul style="list-style-type: none"> • Santé maternelle et infantile • Programmes axés sur les sages-femmes • Soins primaires/CSU • Soins cliniques/hôpitaux 	S/O	4 Optimiser l'utilisation
VIH/tuberculose/paludisme	Diagnostic initial et traitement préventif des patients souffrant potentiellement de tuberculose ou de paludisme Algorithmes de diagnostic pour l'exclusion d'autres maladies infectieuses	<ul style="list-style-type: none"> • Dépistage rapide et traitement sur place • Traitement empirique des IVRI avant que le diagnostic de tuberculose ne soit posé • Traitement des infections opportunistes 	S/O	4 Optimiser l'usage

* Objectifs du plan d'action mondial : 1. Améliorer la sensibilisation et la compréhension ; 2. Renforcer les connaissances par la surveillance et la recherche ; 3. Réduire l'incidence des infections ; 4. Optimiser l'usage des agents antimicrobiens ; 5. Dégager des arguments économiques en faveur d'investissements durables.

3.3. Des points d'entrée pour plus d'impact

Même s'il est important d'identifier et de documenter les efforts existants, cela n'est pas nécessairement suffisant pour parvenir à un changement en matière d'impact sur la RAM. Pour que cela soit possible, les pays doivent intensifier et renforcer leur base d'activités liées à la RAM existante, en mettant davantage l'accent sur l'usage approprié des antibiotiques.

Dans de nombreux cas, la RAM peut offrir une très bonne raison supplémentaire d'améliorer la quantité et la qualité des activités existantes. Adapter les projets et programmes de base pour renforcer les principaux messages liés à la RAM peut être très efficace sans nécessiter d'énormes dépenses additionnelles. Ainsi, les programmes de santé maternelle et infantile portant sur les infections, et mettre davantage l'accent sur l'hygiène des mains et sur les cas où les antibiotiques sont ou ne sont pas indiqués aurait un impact à grande échelle sur le développement et la transmission possibles de la résistance ainsi que sur les résultats en matière de santé. Les campagnes de santé publique consacrées à la prévention de la grippe pourraient également inclure des messages indiquant que les antibiotiques ne sont d'aucune utilité, et permettrait de réduire leur consommation inappropriée.

Il est important d'évaluer soigneusement les projets et programmes existants et d'identifier tous les « points d'entrée » potentiels pour parvenir à un impact plus profond. Un point d'entrée est la partie du travail existant qui se retrouve dans les différentes activités prioritaires du PAN et sert donc d'occasion d'accroître le niveau ou la portée des efforts pour mieux combattre la RAM.

De nombreux points d'entrée seront axés sur les capacités connexes à la RAM mise en évidence dans le Tableau 1 et se concentreront sur le renforcement des mesures de prévention des infections, par exemple en améliorant les pratiques WASH, en étendant les programmes de vaccination ou en augmentant la sécurité des aliments et de l'eau. Toutefois, certains points d'entrée peuvent également mettre en évidence des possibilités de renforcer les composantes spécifiques à la RAM existantes relatives aux systèmes de gestion de la santé, de l'agriculture et de l'environnement, comme le renforcement de la législation existante relative aux eaux usées et à leur traitement (voir le Tableau 2).

Tableau 2. Exemples de points d'entrée utilisés pour accroître l'impact sur la RAM.

Exemple de point d'entrée	Utilisation pour accroître l'impact sur la RAM
Un plan de sécurité sanitaire est en cours d'élaboration	Inclure la RAM comme élément central du nouveau plan et veiller à ce que tous les systèmes qui sont mis en place pour renforcer les laboratoires et la surveillance comprennent également des tests de sensibilité aux antibiotiques
Le nombre d'agents de santé communautaires augmente et un nouveau cours de formation est en cours d'élaboration	Veiller à ce que la formation mette l'accent sur la prévention des infections et l'usage appropriée des antimicrobiens
Un programme d'écoles d'agriculture de terrain est créé pour soutenir le développement durable de la production avicole	Veiller à ce que le programme englobe l'usage appropriée des antimicrobiens
De nouveaux établissements de santé sont en cours de création dans le cadre de la CSU ou de programmes de renforcement des systèmes de santé	Intégrer des normes minimales de prestation de services WASH et de propreté
Un programme d'intensification est prévu pour accroître la production animale afin de répondre à la demande des consommateurs	Intégrer des systèmes qui améliorent l'hygiène, la biosécurité et l'élevage animal au fur et à mesure que la production augmente, afin de minimiser le besoin de recourir à des antibiotiques

Une fois les points d'entrée pertinents cartographiés, le PAN devrait établir des liens avec chacun d'eux et attribuer des rôles et responsabilités clairs pour les actions qui sont également alignées sur le mandat principal de l'institution « hôte ». Tirer parti des points d'entrée pour s'appuyer sur des programmes existants et obtenir de meilleurs résultats en matière de RAM peut nécessiter des négociations et beaucoup de travail au départ, mais une fois cela réalisé, la mise à l'échelle ultérieure sera probablement plus avantageuse en termes de rapidité et de pérennité que l'élaboration d'un programme autonome.

Il est peu probable que toutes les activités soient incluses dans le programme de mise en œuvre du PAN. Lorsque les ressources sont limitées et que le secrétariat qui soutient le comité RAM est restreint, les activités devront être classées par ordre de priorité. En outre, certains domaines connexes à la RAM, comme la vaccination et la prestation de services WASH, devraient faire l'objet d'un suivi, en ayant recours au système de suivi déjà mis en place pour suivre les progrès réalisés, et être intégrés dans le cadre de suivi du PAN.

Conseils pratiques

- ✓ Déterminer les nouvelles activités spécifiques à la RAM qui ont besoin de ressources.
- ✓ Identifier et documenter toutes les activités existantes (spécifiques à la RAM et connexes à la RAM).
- ✓ Examiner les activités existantes et identifier les points d'entrée potentiels pouvant déboucher sur un impact plus profond.
- ✓ Recueillir des informations sur les indicateurs utilisés et les intégrer dans le cadre de suivi du PAN.
- ✓ Dans tous les cas, travailler de manière intersectorielle (en particulier dans les secteurs de la santé humaine, de la santé animale, de l'alimentation, l'agriculture, et de l'environnement).



4. Traduire la lutte contre la RAM en plans

Si l'on veut que l'action en matière de RAM soit durable et dotée de ressources suffisantes, elle doit faire partie du programme de développement national. Cela signifie qu'il convient d'intégrer les concepts et les activités liés à la RAM dans les plans, stratégies et budgets nationaux, sectoriels et ministériels (voir la Figure 5).

Figure 5. Trois niveaux de plans, stratégies et budgets dans lesquels intégrer les concepts et activités RAM



Traduction de la Figure 5 ci-dessus :

Budgets

Plans de développement nationaux

Stratégies sectorielles

Stratégies ministérielles et spécifiques à certaines maladies

Ces types de documents fonctionnent souvent sur une base pluriannuelle, de sorte que le calendrier est essentiel. De nombreux pays ont élaboré des plans jusqu'en 2020 et sont en train de les actualiser. C'est le bon moment d'y intégrer la RAM si elle n'a pas déjà été prise en compte. L'élaboration de plans et de stratégies de développement peut prendre beaucoup de temps, et il est utile d'intégrer le plus tôt possible dans les plans élaborés l'idée d'une action dans le domaine de la RAM et des informations appropriées à ce sujet.

4.1. Plans de développement nationaux

Les gouvernements élaborent leurs plans de développement nationaux en fonction des besoins et des priorités spécifiques de leur pays. Nombre de ces besoins et priorités ont leur origine dans les objectifs de développement durable 2030 adoptés par tous les États Membres de l'ONU en 2015.

Les plans de développement nationaux sont souvent élaborés par le ministère des Finances et/ou du Développement. Ces plans sont de nature multisectorielle, définissant le rôle et la contribution des différents secteurs aux résultats de développement. Ils fournissent le cadre stratégique de base pour la budgétisation et le financement des programmes et projets nationaux. Les partenaires de développement et bailleurs de fonds extérieurs et les donateurs les utilisent pour sélectionner les projets à soutenir. Même le secteur privé se tourne souvent vers un plan de développement national pour aligner les intérêts commerciaux sur les priorités du pays et orienter l'investissement.

Il est donc essentiel d'intégrer la RAM dans ces plans de haut niveau. Même succincte, une référence à ce domaine peut faire une grande différence lorsqu'il s'agira de plaider en faveur de ressources et d'actions auprès des gouvernements nationaux et des partenaires de développement à moyen et long terme. C'est également le moyen le plus sûr d'impliquer le ministère des Finances dans les actions de soutien et de financement dans le domaine de la lutte contre la RAM.

Comment intégrer la RAM dans les plans de développement nationaux ? Mettre l'accent sur les liens entre la RAM et les ODD est un bon point de départ : la RAM représente un obstacle pour la réalisation de certains ODD ; c'est aussi un bon exemple de travail conjoint et de solidarité mondiale qui sous-tend les ODD.

Il est également important de souligner le caractère multisectoriel de la RAM, sans cela les conséquences négatives de la RAM pourraient être considérables et extrêmement coûteuses, non seulement en termes financiers mais aussi en termes de santé, de sécurité alimentaire et de bien-être environnemental. La RAM pourrait gêner les économies nationales et notamment le commerce (par exemple, en cas d'exportations vers des régions où les normes alimentaires sont élevées, comme l'Union européenne).

Les agences des Nations Unies devraient être encouragées à intégrer la RAM dans le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF), qui est l'accord entre le gouvernement d'un État et les agences des Nations Unies. L'incorporation de la RAM facilitera non seulement l'engagement de l'OMS, de la FAO et d'autres organisations des Nations Unies, mais aussi l'inclusion de la RAM dans le descriptif de développement plus large.

4.2. Stratégies sectorielles

Les stratégies sectorielles complètent les plans de développement nationaux en indiquant des buts et objectifs de haut niveau pour chaque secteur. Certaines d'entre elles sont particulièrement pertinentes pour la RAM, et incluent les stratégies en matière de santé, d'alimentation et d'agriculture, ou d'élevage et de pêche, les plans de protection de l'environnement et les priorités de l'aide humanitaire.

Couvrant généralement une période de cinq ans, les stratégies sectorielles sont élaborées par les différents ministères mais impliquent souvent de larges consultations et sont convenues avec le gouvernement central et d'autres parties prenantes clés telles que les partenaires de développement.

Il est important de mentionner explicitement la RAM dans ces documents – notamment le danger que fait courir la RAM à la santé et aux moyens de subsistance, et la nécessité d'inclure et d'élargir les activités clés spécifiques et connexes à la RAM – afin de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre du PAN. Comprendre les cycles de planification et s'engager dans le processus est la première étape pour pouvoir y parvenir.

4.3. Plans ministériels et stratégies spécifiques à certaines maladies

Au sein de chaque secteur, en utilisant comme guide les plans et les stratégies de haut niveau, chaque ministère, agence et organisme public élaborera son propre plan et sa propre stratégie qui lui permettra de décrire en détail ce qu'il souhaite réaliser et la manière d'y parvenir, notamment les activités spécifiques nécessaires. Si la RAM n'est pas présente dans les plans à ce niveau, il sera plus difficile d'avancer dans la mise en œuvre du PAN.

En coordonnant les efforts à travers de multiples plans – notamment ceux portant sur la santé humaine, l'agriculture, l'élevage et la pêche – le comité RAM doit travailler avec les parties prenantes pour inclure toutes les activités prioritaires du PAN dans les plans des ministères. Comme

nous l'avons souligné dans la Section 3, il s'agit à la fois prendre appui sur les activités existantes pour renforcer leur composante RAM et, dans certains domaines, d'introduire une activité nouvelle débouchant sur un nouveau résultat attendu spécifique à la RAM.

En plus des plans élaborés par les ministères, de nombreux pays ont des plans ou des stratégies spécifiques à certaines maladies qui couvrent plusieurs ministères et organismes au sein d'un même secteur (ou de plusieurs secteurs). Il s'agit, par exemple, des stratégies nationales de lutte contre le VIH ou la tuberculose, des plans d'intervention Ebola, des plans de préparation à une pandémie de grippe et des interventions contre des zoonoses. Intégrer les activités du PAN à ces stratégies et plans peut également avoir son importance. La RAM constitue une menace majeure pour les programmes de lutte contre la tuberculose, le VIH et le paludisme, et souvent des activités spécifiques pour y faire face existent. Ces activités devraient être intégrées au programme plus large de lutte contre la RAM, et il pourrait être possible d'élargir les activités destinées à combattre la résistance aux antimicrobiens à ces efforts de lutte plus larges.

4.4. Budgets

La budgétisation se fait à tous les niveaux et la RAM devrait être intégrée à chacun d'eux. Comprendre dans un premier temps le processus de budgétisation est extrêmement important. Habituellement, le budget sera établi pour chaque ministère, ou zone géographique, sur la base du budget et des dépenses de l'année précédente. Pour cette raison, il est souvent plus facile d'intégrer les activités liées à la RAM dans les lignes budgétaires existantes que d'essayer d'en créer de nouvelles.

La planification et l'élaboration du budget prend du temps : il est de bonne pratique d'impliquer dans ce processus les ministères concernés et le ministère des Finances le plus possible et le plus tôt possible. Il est tout aussi important d'impliquer les acteurs politiques, car les budgets sont souvent examinés au Parlement ; si les parlementaires ont déjà été informés de la nécessité du financement et des niveaux requis pour l'action en matière de RAM, ils peuvent contribuer à ce que des fonds soient alloués de manière appropriée.

Même si le secrétariat RAM dispose parfois de fonds réservés destinés à des actions spécifiques qu'il peut accorder directement, il lui faudra, toutefois, faire pression pour obtenir des fonds plus importants pour des activités connexes à la RAM qui sont intégrées aux budgets existants des ministères.

Conseils pratiques

- ✓ Faire en sorte de bien comprendre tous les processus et cycles de planification et de budgétisation pertinents à tous les niveaux.
- ✓ Utiliser les liens entre la RAM et les ODD pour assurer la visibilité de la RAM dans les plans de développement de haut niveau.
- ✓ Impliquer le ministère des Finances le plus tôt possible dans la planification et la budgétisation.
- ✓ Coordonner les efforts pour faire figurer la RAM dans des plans dans tous les secteurs et auprès de toutes les parties prenantes.



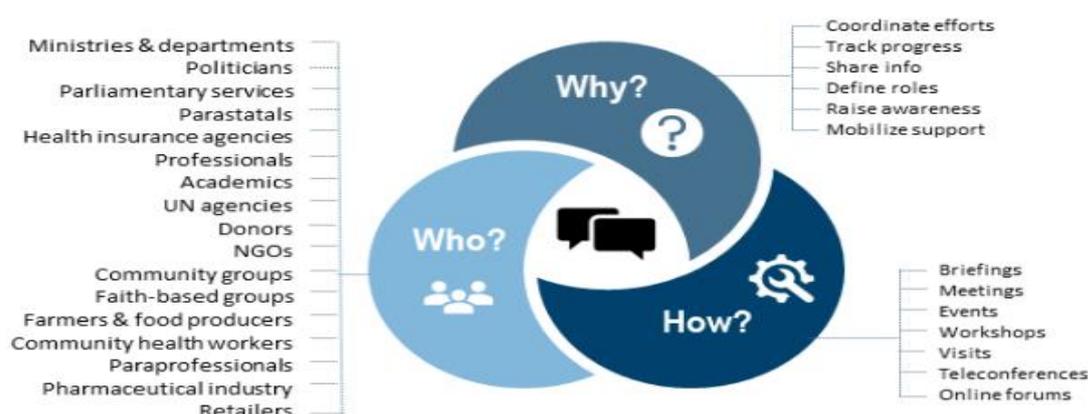
5. Impliquer les parties prenantes

Dans de nombreux pays, le ministère de la Santé est responsable de l'élaboration du PAN et abrite le secrétariat du comité de coordination RAM (ou son équivalent). Il n'en va pas de même pour la mise en œuvre du plan : pour que les activités du PAN soient mises en œuvre à l'échelle, différentes parties prenantes au sein et en dehors du ministère de la Santé doivent assumer la responsabilité des actions en matière de RAM dans leur propre sphère d'influence.

Les différentes parties prenantes auront des intérêts différents et contribueront différemment à l'appui de la mise en œuvre du PAN. Le comité RAM et son secrétariat devront entrer en contact avec elles toutes pour coordonner les efforts, définir les rôles et les responsabilités, suivre les progrès réalisés et partager les informations entre les équipes. Divers mécanismes – des réunions jusqu'aux forums en ligne – peuvent être nécessaires pour permettre un tel engagement, lequel exigera, bien évidemment, des ressources (voir la Figure 6).

Les sections qui suivent mentionnent certaines des principales parties prenantes qui devront probablement être impliquées, ainsi que leurs contributions potentielles à la mise en œuvre des PAN.

Figure 6. Impliquer les parties prenantes : à qui faire appel, dans quel but et de quelle manière.



Traduction de la Figure 6 ci-dessus :

Pourquoi ?

Coordonner les efforts Suivre les progrès Partager l'information Définir les rôles Sensibiliser
Mobiliser le soutien

Qui ?

Ministères et départements Hommes politiques Services parlementaires Organismes parapublics
Organismes d'assurance de santé Professionnels Milieux universitaires Agence des Nations Unies
Bailleurs de fonds ONG Groupes communautaires Groupes confessionnels Agriculteurs et
producteurs de denrées alimentaires Agents de santé communautaires Auxiliaires Industrie
pharmaceutique Détaillants

Comment ?

Séances d'information Réunions Événements Ateliers Visites Téléconférences Forum en ligne

5.1. Gouvernement

De la santé et de l'agriculture à l'environnement et au commerce, de nombreux ministères et départements jouent un rôle direct dans la mise en œuvre du PAN en exécutant certains de ses éléments spécifiques (notamment les activités nouvelles et les activités existantes). Certains, comme le ministère des Finances, apportent une contribution plus large en permettant un financement

approprié de tous les éléments du plan. Le ministère des Finances peut aussi connaître d'autres mécanismes capables d'appuyer des questions multisectorielles comme la RAM, par exemple, les fonds du Cabinet du Premier ministre.

La forme de décentralisation d'un pays dictera les niveaux de gouvernement à impliquer. Dans un pays à structure fédérale, il faudra impliquer des fonctionnaires à la fois au niveau central et au niveau des états. Ainsi, le Kenya utilise une approche multiniveau pour la mise en œuvre des mesures de lutte contre la RAM qui prévoit des comités de coordination et des groupes de travail techniques aussi bien au niveau national qu'au niveau des comtés.⁸

5.2. Organismes parapublics

Chaque pays disposera d'organisations parapublics – telles qu'une autorité de réglementation des médicaments, une autorité de sécurité des aliments et des conseils de réglementation professionnelle – qui pourront l'aider à mettre en œuvre des activités spécifiques dans le cadre du PAN.

5.3. Hommes politiques

Les hommes politiques sont souvent de grands communicateurs et peuvent donc devenir de bons défenseurs de la RAM. En se faisant les champions de cette question, ils peuvent contribuer à maintenir l'intérêt politique et à réclamer davantage d'investissements dans des domaines clés.

Pour réussir à les impliquer, il est essentiel d'élaborer un exposé descriptif qui saura les convaincre (voir Section 7 ci-après) ; les hommes politiques sont plus susceptibles de s'impliquer dans la RAM s'ils y voient un problème qui touche un grand nombre de personnes, avec des implications au quotidien sur leur vie et leur bien-être socioéconomique, plutôt qu'un simple problème portant sur des microbes et des médicaments.

Les membres des services parlementaires ont un triple rôle d'appui à la mise en œuvre du PAN. Ils peuvent être les gardiens du savoir, contribuant ainsi à faire en sorte que les connaissances puissent toujours être disponibles au fil des cycles électoraux en informant les nouveaux parlementaires sur la RAM. Ils peuvent jouer le rôle de conseillers, chargés de fournir des conseils crédibles, factuels et impartiaux sur la RAM. Ils peuvent aussi indiquer les domaines auxquels accorder la priorité et veiller à ce que la RAM soit prise en compte par les comités parlementaires qu'ils appuient.

5.4. Organismes d'assurance maladie

Les organismes d'assurance de santé seront durement touchés si la question de la RAM n'est pas prise en compte. L'inaction pourrait déboucher sur une augmentation des coûts de traitement et sur des traitements probablement moins efficaces. Pour les compagnies d'assurance de santé, il peut être financièrement justifié de s'attaquer de façon proactive à la RAM car les activités visant à promouvoir une bonne gestion des médicaments et la prévention et le contrôle des infections peuvent s'autofinancer. Les membres du comité RAM peuvent suggérer aux compagnies des activités visant à réaliser des économies, pouvant être intégrées dans les normes applicables aux fournisseurs.

5.5. Organisations professionnelles

Les associations professionnelles et les conseils représentant les agents de santé sont souvent déjà impliqués dans la lutte contre la RAM, et les inclure dans la mise en œuvre du PAN apportera une crédibilité professionnelle à cet effort. Ces organisations sont également capables d'atteindre un grand nombre d'agents de première ligne – médecins, infirmières, pharmaciens, vétérinaires – et d'influencer

⁸ WHO. Tackling Antimicrobial Resistance Together. Working paper 1.0: Multisectoral collaboration. Geneva: World Health Organization ; 2018 (www.who.int/antimicrobial-resistance/publications/workingpaper1multisectoralcoordinationAMR, consulté le 6 février 2019)

leurs comportements pour mieux lutter contre la RAM, par exemple, en diffusant des ressources éducatives ou en encourageant les membres à suivre la formation consacrée à la RAM dans le cadre de leur formation professionnelle continue. De nombreuses organisations professionnelles font souvent partie de réseaux mondiaux, ce qui accroît davantage leur sphère d'influence.

Bien qu'ils soient moins susceptibles d'être représentés par des organismes professionnels bien organisés et qu'ils soient, par conséquent, plus difficiles à mobiliser au niveau national, les personnels paramédicaux (infirmières et vétérinaires assistants) et les agents de santé communautaires ont un rôle important à jouer pour garantir des normes de base en matière d'hygiène et de prévention des infections et, tout aussi important, pour informer la communauté au sens large des risques liés au recours excessif aux antibiotiques et de l'importance de la prévention des infections.

5.6. Milieux universitaires

Tout comme les organisations professionnelles peuvent aider à promouvoir la formation RAM en cours d'emploi, les universités et les instituts de santé publique peuvent contribuer à fournir une formation initiale dans ce domaine. Bien que de nombreux programmes d'études comprennent certains éléments liés à la RAM, peu la prennent suffisamment en compte ; ainsi, la plupart des études portant sur les médecins diplômés indiquent qu'ils ne se sentent pas suffisamment formés à l'usage des antibiotiques. De toute évidence, la RAM est un problème que tous les agents de santé doivent connaître et une meilleure intégration de cette question dans la formation initiale est fondamentale.

Les chercheurs des universités et des instituts de santé publique peuvent également se révéler de grands défenseurs de la RAM, du fait de leur forte capacité à pouvoir exercer une influence sur le débat politique et professionnel. Il se peut que certains d'entre eux étudient déjà des aspects de la RAM ou des sujets connexes qui peuvent orienter et appuyer la mise en œuvre des PAN. Étant donné l'intérêt mondial croissant pour la RAM, en particulier dans les PRFI, ces chercheurs pourraient être invités à en faire plus. Dans de nombreux cas, des fonds de recherche sont disponibles à cette fin, en particulier dans les universités des pays à revenu élevé, qui peuvent être à la recherche de partenaires de recherche dans les PRFI.

5.7. Agriculteurs et producteurs de denrées alimentaires

Les agriculteurs, les associations d'agriculteurs, les organisations de producteurs et les grands producteurs de denrées alimentaires ont un rôle direct dans la mise en œuvre des activités du PAN. Ils peuvent être particulièrement intéressés à améliorer la biosécurité, l'élevage et l'hygiène afin de minimiser les coûts des maladies et de leur traitement, et à modifier les pratiques d'utilisation des antimicrobiens pour garantir leur admissibilité aux marchés d'exportation. Dans certains pays, tirer parti du pouvoir des consommateurs encouragera les producteurs de denrées alimentaires à modifier leurs pratiques de production ; des systèmes de certification peuvent être utilisés pour reconnaître les producteurs qui se conforment à des normes améliorées – ce qui leur permettra d'accéder aux marchés de haut de gamme. Il est essentiel d'impliquer les agriculteurs dans le processus dès le début ; l'utilisation de processus participatifs pour concevoir des initiatives destinées à ces groupes de parties prenantes augmentera la probabilité d'un changement durable. De nombreux agriculteurs et producteurs sont confrontés à d'importants défis qui bloquent leur adoption de pratiques améliorées, notamment le coût élevé de la modernisation des installations et de la mise en œuvre de mesures de biosécurité appropriées, mais aussi, dans de nombreux cas, le manque d'accès à des aliments pour animaux de qualité, à des vaccins, à une expertise professionnelle en santé animale et à des services de diagnostic. Ces facteurs plus généraux signifient qu'il est impératif de considérer le programme relatif à la RAM comme faisant partie d'un programme de développement plus large. La RAM devrait être pleinement intégrée dans tous les programmes de santé et de production animales visant à améliorer la sécurité et la sûreté des aliments et à soutenir les moyens de subsistance.

5.8. Organisations des Nations Unies

La FAO, l'OIE et l'OMS travaillent ensemble pour aider les pays à élaborer et à mettre en œuvre leurs PAN. Ces organisations peuvent fournir aux gouvernements des conseils impartiaux sur des questions politiques et techniques. Dans de nombreux cas, elles appuient aussi activement la convocation d'autres partenaires de développement.

Elles peuvent également fournir des orientations concernant les données RAM annuelles et les rapports d'étape que les pays sont censés présenter à l'ONU.

5.9. Bailleurs de fonds et agences de développement

Que ce soit à travers des partenariats mondiaux, des banques de développement régionales ou des organismes de développement nationaux, des bailleurs de fonds extérieurs nombreux et divers existent qui peuvent appuyer la mise en œuvre des PAN. L'expérience accumulée par les pays suggère que ces parties prenantes peuvent jouer un rôle important dans la mise en œuvre des PAN, en particulier dans les PRFI.⁹ Ce rôle peut, par exemple, prendre les formes suivantes :

- **Mise à disposition d'un financement incitatif.** Les bailleurs de fonds extérieurs peuvent aider à lancer l'action en faveur de la RAM en demandant des études spécifiques pour éclairer l'analyse de la situation locale, en finançant des projets pilotes et en soutenant des activités non encore prévues ou incluses dans les plans et budgets gouvernementaux.
- **Utilisation des programmes existants.** De nombreux bailleurs de fonds financent déjà des initiatives connexes à la RAM, telles que le renforcement des systèmes de santé, des programmes spécifiques à certaines maladies ou des projets agricoles ou environnementaux. S'il est possible de les convaincre que l'intensification de ces activités ou l'introduction d'une approche axée sur la RAM peut améliorer le rapport coût-efficacité, ils seront plus enclins à investir plus ou à mettre davantage l'accent sur des activités de prévention des maladies, de gestion des infections et d'usage appropriée des antimicrobiens. Il en va de même pour les activités spécifiques à la RAM financées par des donateurs extérieurs, notamment le suivi et la surveillance, qui génèrent déjà des données utiles et pourraient être utilisées pour faire davantage. Par exemple, les enquêtes sur les établissements de santé permettent déjà le suivi de l'usage des antibiotiques pour les affections courantes, la fourniture de services WASH et la disponibilité des antibiotiques. Les donateurs pourraient être encouragés à utiliser leurs systèmes de collecte de données pour fournir des informations utiles pour actualiser l'analyse de la situation en matière de RAM qui pourrait être utilisée par le comité RAM pour plaider ultérieurement en faveur de fonds supplémentaires.
- **Intégration de la RAM dans les nouveaux programmes.** Coopérer avec les bailleurs de fonds dans l'élaboration de nouveaux programmes ou stratégies peut les encourager à investir beaucoup plus dans des actions spécifiques ou connexes à la RAM.
- **Pression sur les décideurs.** Certains donateurs extérieurs et agences de développement ont une influence sur le gouvernement et d'autres parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre des PAN. En utilisant le dialogue pour sensibiliser les gens à la RAM et à la nécessité de s'y attaquer, ils peuvent être de puissants catalyseurs pour faire bouger les choses.

⁹ WHO. Tackling Antimicrobial Resistance Together. Working paper 1.0: Multisectoral collaboration. Geneva: World Health Organization; 2018 (www.who.int/antimicrobial-resistance/publications/workingpaper1multisectoralcoordinationAMR, consulté le 6 février 2019)

Les bailleurs de fonds et les organismes de développement ne se contentent pas de fournir de l'argent, certains fournissent une assistance technique importante, et d'autres soutiennent la recherche ou la production de données. Chacun aura ses propres méthodes de travail. Quelques-uns accueilleront peut-être favorablement les demandes de financement non sollicitées, mais la plupart auront leurs propres priorités et programmes de financement et seront beaucoup plus réceptifs aux demandes qui y correspondent.

Bon nombre de ces organismes sont de plus en plus conscients de l'importance de la RAM et de la nécessité de s'y attaquer, ce qui leur donne l'occasion de s'impliquer davantage. Dans de nombreux pays, les agences de développement se réunissent périodiquement, ce qui donne la possibilité de d'entrer en contact avec elles pour leur expliquer les conséquences que peut avoir la RAM, les priorités des PAN, et discuter des formes que pourrait prendre leur soutien.

Encadré 2. Partenariats mondiaux en matière de santé

Les partenariats mondiaux en matière de santé – en particulier le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) – se chargent de financer les propositions des pays. Ces deux organisations offrent d'excellentes opportunités d'inclure des activités d'appui à la mise en œuvre des PAN, notamment le renforcement des laboratoires, la prévention et le contrôle des infections, l'éducation et la formation, et la gestion des médicaments.

La GAVI et le Fonds mondial n'acceptent que les propositions émanant du mécanisme de coordination pays (MCP, groupe multipartite), de sorte que les arguments en faveur de l'inclusion des activités liées à la RAM dans les propositions doivent d'abord être présentés à ce groupe. Le Fonds mondial se concentre sur la tuberculose, le VIH et le paludisme (avec certainement possibilité de s'attaquer à la résistance aux antimicrobiens pour ces maladies) mais aussi, potentiellement, sur des systèmes permettant de s'attaquer à des problèmes systémiques plus vastes comme les laboratoires et la gestion de la chaîne d'approvisionnement. La lutte sera plus facile à mener si le plan de mise en œuvre du PAN prévoit des liens explicites avec les secteurs et les parties prenantes concernés (VIH, tuberculose et paludisme pour le Fonds mondial ; vaccination pour la GAVI) ainsi que leur participation. Il pourrait être utile d'établir des liens entre le comité de coordination RAM et le MCP pour le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

5.10. Société civile

La société civile est un terme large, utilisé ici pour désigner les organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales, les organisations confessionnelles (OC) ainsi que les groupes communautaires locaux. Tout comme les bailleurs de fonds et les agences de développement, chacune de ces entités aura ses propres objectifs et priorités et sera beaucoup plus réceptive à un engagement qui y correspond.

Ensemble, elles peuvent soutenir la mise en œuvre des PAN par le biais de trois types d'activités clés :

- **Prestation de services.** Dans certains pays, les organisations confessionnelles sont d'importants prestataires de services, tout comme peuvent l'être les ONG, en particulier dans les zones touchées par des conflits. De ce fait, elles jouent nécessairement un rôle actif dans la mise en œuvre des activités du PAN. Ces entités pourraient être les premières à introduire des approches clés (la prévention et le contrôle des infections ou bien la gouvernance, par exemple) ou à proposer de bons laboratoires pour les activités de surveillance. Elles devraient participer à la planification et à l'établissement de rapports et être encouragés à étendre les mesures de lutte contre la RAM.
- **Plaidoyer, communication et implication communautaire.** Avec leurs agents et leurs bénévoles solidement ancrés dans les communautés locales, de nombreux groupes de la société civile sont idéalement placés pour faire participer le grand public à la lutte contre la RAM et modifier les comportements dans ce domaine. Certains sont déjà des militants et des éducateurs chevronnés, dotés d'une importante sphère d'influence. Des exemples dans le domaine du VIH montrent à quel point les membres actifs de la société civile peuvent être capables d'amener les gouvernements à accroître les ressources et les actions. Certains groupes font de la RAM leur cheval de bataille, d'autres préfèrent apporter leur contribution dans des domaines spécifiques où ils sont déjà actifs, par exemple l'eau et l'assainissement, l'hygiène des mains ou la sécurité alimentaire.
- **Responsabilisation.** La société civile a un rôle important à jouer pour obliger les gouvernements à rendre des comptes et pour veiller à ce que les engagements pris soient tenus. Cela peut s'avérer utile pour suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre du PAN et pour mobiliser un soutien suffisant en faveur des domaines qui sont laissés de côté.

5.11. Secteur pharmaceutique

Le secteur pharmaceutique, des fabricants et importateurs aux grossistes, en passant par les pharmacies formelles et informelles et les magasins de médicaments vétérinaires, est un acteur important. La fabrication de produits pharmaceutiques peut être un élément important de la stratégie nationale de développement économique, et la chaîne de distribution pharmaceutique est vitale pour garantir l'accès aux antibiotiques à l'homme et aux animaux. De nombreux praticiens obtiennent la plupart de leurs nouveaux produits auprès de représentants pharmaceutiques. L'emballage et la tarification peuvent avoir une influence majeure sur le comportement des patients et des praticiens. La relation avec le secteur pharmaceutique privé doit être gérée avec prudence, car même si bon nombre des principales sociétés soutiennent la lutte contre la RAM, le secteur privé voudra, en général, maximiser ses ventes et ses bénéfices.

6. Plaider en faveur de l'investissement et de l'intégration

Une fois conscients de ce qu'il convient de faire (les activités), des personnes à impliquer (les parties prenantes) et de la provenance des ressources (les plans), il est possible de plaider en faveur de l'investissement et de l'intégration.

La mise en œuvre du PAN exige que le plaidoyer soit effectué à plusieurs niveaux et sur plusieurs fronts. Des études montrent qu'un engagement politique et un leadership sont essentiels pour faire avancer le programme de lutte contre la RAM. C'est pourquoi il est nécessaire, chaque fois que l'occasion se présente, de convaincre les hommes politiques et les bailleurs de fonds d'investir dans ce domaine. Il s'agit notamment d'informer les commissions parlementaires (dans l'agriculture, la santé, l'alimentation, l'environnement et le développement rural), de faire des présentations lors des réunions de bailleurs de fonds et d'organiser des événements de haut niveau portant sur l'actualité locale en matière de RAM ou sur les campagnes mondiales. Qu'il s'agisse de tirer parti de la Journée mondiale de la santé, de présenter des données convaincantes au Président des Philippines ou de faire la preuve au Kenya du lien qui existe entre les priorités établies comme le

Règlement sanitaire international, l'expérience montre qu'il existe de nombreuses voies possibles pour améliorer la visibilité de la RAM et mobiliser les énergies à un niveau élevé.¹⁰

Toutefois, pour mettre en œuvre le PAN sur le terrain, il faudra aussi persuader les gestionnaires de budget, les décideurs des ministères et les partenaires potentiels d'investir des ressources supplémentaires dans la lutte contre la RAM ou de réaligner les programmes existants pour mieux s'attaquer au problème. Il est important de trouver des occasions de communiquer avec ces parties prenantes et d'adapter le message à leurs intérêts et à leurs priorités. L'impact de l'information sur la RAM peut être cumulatif : un message répété dans le temps peut avoir beaucoup plus d'effet qu'une présentation ponctuelle.

L'expérience indique qu'un plaidoyer en faveur de l'investissement et de l'intégration de la RAM nécessite sept ingrédients clés pour aboutir à de bons résultats (voir ci-après).

6.1. Risques

Les décideurs veulent connaître le coût de l'inaction (c.-à-d. ne pas combattre la RAM) et aussi les risques qui pourraient les empêcher de parvenir à des résultats pour lesquels ils devront rendre compte. Le fait de préciser les risques que représente la RAM pour les priorités qui les intéressent, à savoir une meilleure santé, des coûts moins élevés, plus de commerce ou de développement économique, peut être un bon moyen de les convaincre d'agir.

L'intégration de la RAM dans un registre national des risques en cas d'urgences à caractère civil (comme l'a fait le Royaume-Uni) peut également s'avérer efficace pour maintenir un intérêt au plus haut niveau, même au-delà des cycles politiques caractérisés par l'apparition de nouveaux interlocuteurs politiques.

6.2. Opportunités

Toute présentation des risques doit être contrebalancée par un message clair décrivant ce qui doit être fait pour s'attaquer à la RAM et la manière dont le groupe de parties prenantes en question devra s'y prendre pour parvenir à des résultats. Très souvent, il sera judicieux de montrer que le groupe œuvre déjà de manière pertinente et d'indiquer la manière par laquelle ce travail pourrait être élargi ou adapté pour avoir un impact plus profond.

6.3. Données probantes

Des données locales solides peuvent fournir les données probantes nécessaires pour convaincre les décideurs d'agir. Ces données sont importantes pour comprendre les contextes locaux, notamment les contributions des différents secteurs au problème. Elles sont également essentielles pour concevoir et hiérarchiser les interventions en fonction de leur impact avéré.

En théorie, des arguments solides en faveur de l'investissement peuvent s'appuyer sur de nombreux types de données probantes (voir l'Encadré 3). Mais dans la pratique, les données probantes locales relatives à l'ampleur et aux impacts de la RAM font souvent défaut, en particulier dans les PRFI. Toutefois, il est très souvent possible d'en trouver dans l'analyse situationnelle du PAN ou d'en obtenir des chercheurs ou des cliniciens. Dans certains cas, les pays ou régions limitrophes peuvent disposer de données comparables qui peuvent être utilisées pour déterminer l'ampleur du problème ou présenter des interventions efficaces. Dans tous les cas, des données qualitatives – par exemple, une histoire présentant un intérêt humain rapportée par un clinicien ou un patient – peuvent illustrer l'impact très réel de la RAM et être extrêmement efficaces pour mobiliser les énergies.

¹⁰ WHO. Tackling Antimicrobial Resistance Together. Working paper 1.0: Multisectoral collaboration. Geneva: World Health Organization; 2018 (www.who.int/antimicrobial-resistance/publications/workingpaper1multisectoralcoordinationAMR, consulté le 6 février 2019)

Encadré 3. Besoins en matière de données

Les éléments de preuve nécessaires à la mise en œuvre des PAN, et qui peuvent s'avérer utiles pour plaider en faveur de l'investissement, incluent des données fiables sur :

- les conséquences néfastes de la RAM au niveau local (notamment les niveaux de résistance, la morbidité, la mortalité et les coûts financiers) ;
- l'accès aux antibiotiques ;
- la prévalence des infections associées aux soins de santé ;
- la vente et l'usage d'antimicrobiens pour l'homme, les animaux et les plantes ;
- le suivi de la RAM aux points de risque pour l'environnement (flux d'effluents provenant des établissements de santé, sites de production de denrées alimentaires et sites de production pharmaceutique, par exemple), ou dans les eaux usées en milieu urbain ; et
- l'impact probable et le rapport coût-efficacité des interventions dans des contextes spécifiques.

6.4. Comparaisons

La FAO, l'OIE et l'OMS recueillent des informations sur les progrès réalisés par les pays dans la lutte contre la RAM par le biais d'un questionnaire d'autoévaluation annuel permettant, notamment, d'évaluer les progrès réalisés dans l'élaboration et la mise en œuvre des PAN. Les résultats sont accessibles au grand public et peuvent fournir un complément utile à l'analyse situationnelle présentée pour demander des investissements en mettant en évidence les progrès par rapport aux autres pays de la région ou à d'autres PRFI, ce qui peut contribuer à persuader les décideurs d'en faire plus dans certains domaines.

6.5. Indicateurs

Chaque demande d'investissement devrait inclure un argument en faveur de l'intégration d'indicateurs liés à la RAM dans les calendriers de suivi existants. L'intégration d'un ensemble cohérent d'indicateurs de processus et de résultats dans les propositions peut garantir aux décideurs la possibilité de suivre les progrès réalisés et d'en démontrer les impacts. Ces indicateurs peuvent alors constituer un moyen efficace de maintenir l'intérêt pour la RAM et d'encourager la mise à l'échelle. Très souvent, les bailleurs de fonds investissent énormément dans le suivi de leurs programmes et sont donc en mesure de fournir des données de bonne qualité. Même les mesures indirectes peuvent être utiles pour suivre les progrès réalisés et maintenir l'intérêt porté à la RAM.

6.6. Exposé narratif

Les décideurs ne se décideront à investir dans de nouvelles activités ou à modifier leurs activités existantes que s'ils sont convaincus que la lutte contre la RAM va dans le sens de leurs propres buts et objectifs. Ils seront sensibles à un discours convaincant capable d'établir clairement un lien entre la menace que constitue la RAM et les intérêts nationaux fondamentaux, notamment les soins de santé, la sécurité alimentaire, la durabilité environnementale et le développement économique. Il faut les persuader qu'investir dans les activités du PAN est essentiel non seulement pour s'attaquer à la RAM mais aussi pour répondre à d'autres priorités de développement.

Pourtant, lorsqu'on parle de RAM, il est très facile de s'enliser dans un exposé narratif compliqué dominé par une longue liste de bactéries et de médicaments aux noms barbares et vides de sens pour les décideurs peu versés dans ce domaine. Dans de nombreux PRFI, la RAM demeure un concept abstrait, une question technique complexe, très éloignée des préoccupations quotidiennes du plus grand nombre.

Un exposé narratif simple et clair qui fait référence aux personnes concernées et à des programmes précis aura probablement beaucoup plus d'impact. Voir le dernier chapitre, et les ressources associées, pour des exemples à ce sujet.

6.7. Chefs de file

Il est beaucoup plus facile d'établir le bien-fondé de l'investissement si la lutte contre la RAM est défendue par des personnes ou des organisations qui inspirent le respect, qui ont le pouvoir d'œuvrer dans différents secteurs et disciplines et qui peuvent entraîner des changements. Les chefs de file du changement peuvent être des hommes politiques, des techniciens, des célébrités de la culture populaire ou des personnes qui ont été directement touchées par la RAM. Le choix des personnes qu'il faudra mettre en avant dépendra du public cible. Les personnes qui ont une position forte dans le secteur ou le programme concerné sont beaucoup plus susceptibles de mobiliser un soutien qu'une personne extérieure à ce secteur ou ce programme.

Une fois qu'ils se sont engagés dans cette lutte, tous ces chefs de file doivent être tenus informés des données importantes sur la RAM, et connaître les études de cas comme des anecdotes.

Conseils pratiques

- ✓ Se renseigner sur les dates des réunions des bailleurs de fonds ou des comités parlementaires et demander à faire une présentation.
- ✓ Parler à la fois des risques qu'il y a à ne pas s'attaquer à la RAM et des opportunités qui existent d'agir dans ce domaine.
- ✓ Dans la mesure du possible, utiliser des données et éléments de preuves géographiquement proches et fiables pour appuyer votre argumentaire.
- ✓ Comparer les progrès réalisés dans les principales activités à ceux accomplis dans les pays voisins ou plus éloignés.
- ✓ Intégrer des indicateurs de processus et de résultats à chaque proposition.
- ✓ Adapter votre exposé narratif aux intérêts et priorités de votre auditoire.
- ✓ Identifier les chefs de file potentiels et le type de publics sur lesquels ils peuvent exercer une influence.



7. Outils pratiques d'adaptation du message

Comme cela a été souligné à la Section 6.6, plaider en faveur de nouveaux investissements ou d'un réalignement des programmes existants requiert un exposé narratif convaincant qui tient compte des besoins et des priorités du public visé.

Cela signifie qu'il convient d'adapter le message pour qu'il mette l'accent sur les risques, les opportunités et les impacts potentiels de la RAM identifiés au niveau local. Ainsi, pour ceux impliqués dans la santé infantile, le message pourrait inclure les impacts potentiels sur la pneumonie infantile ou la septicémie néonatale et les ODD ; pour ceux en charge de la gestion des services de santé, le message pourrait être axé sur les gains d'efficacité potentiels d'un système de laboratoire plus intégré ; et pour les personnes impliqués dans le secteur de la production agricole, le message pourrait insister sur les nouveaux marchés potentiels pour la viande et le poisson produits en ayant beaucoup moins recours aux antibiotiques.

Adapter efficacement le message nécessite aussi de comprendre le niveau d'influence du public visé et son niveau de sensibilisation. Par exemple, les hommes politiques de haut niveau, les bailleurs de fonds et les décideurs doivent souvent traiter de sujets divers et variés et il est peu probable qu'ils

aient des connaissances approfondies sur chacun d'entre eux : ils ne connaissent peut-être pas la terminologie RAM ou n'apprécient pas les analyses techniques. Ils veulent des informations claires et simples qu'ils peuvent comprendre.

Dans les sections qui suivent, nous nous attardons sur certaines ressources fiables qui peuvent être utilisées pour produire des exposés narratifs pour certains des scénarios les plus probables auxquels sont confrontés les comités RAM et d'autres défenseurs de la lutte contre la RAM.

7.1. Dégager des arguments économiques en faveur de la lutte contre la RAM

Stemming the Superbug Tide: Just A Few Dollars More. OECD; 2018.

www.oecd.org/health/stemming-the-superbug-tide-9789264307599-en.htm

Sachant que, selon des prévisions, la RAM aura des conséquences sanitaires et économiques graves dans les pays de l'OCDE et de l'UE28, ce rapport examine les politiques existantes dans les pays à revenu élevé et identifie les interventions les plus adéquates qui, si elles étaient étendues au niveau national, fourniraient des armes abordables et rentables dans la lutte contre la RAM. D'après ce rapport, en cas d'inaction, environ 2,4 millions de personnes pourraient mourir d'infections résistantes en Australie, en Europe et en Amérique du Nord entre 2015 et 2050. Cependant, trois décès sur quatre pourraient être évités en ne dépensant que 2 dollars américains par personne et par an pour des mesures simples comme l'hygiène des mains et l'usage prudent des antimicrobiens.

Le rapport recommande cinq stratégies principales : promouvoir une meilleure hygiène, mettre fin à la surprescription, procéder à des tests de diagnostic rapide, retarder les prescriptions et mener des campagnes dans les médias. Même si l'analyse se limite aux pays à revenu élevé, ses conclusions sont susceptibles d'être également pertinentes dans les PRFI.

Drug-Resistant Infections: A Threat to Our Economic Future. World Bank; 2017.

www.worldbank.org/en/topic/health/publication/drug-resistant-infections-a-threat-to-our-economic-future

Ce rapport donne un aperçu de l'ampleur et des tendances générales des répercussions économiques de la RAM et de ses implications sur la pauvreté. À l'aide d'outils de simulation économique, il donne une estimation du coût probable de la RAM pour l'économie mondiale de 2017 à 2050 selon différents scénarios et prévoit une baisse du PIB mondial annuel comprise entre 1,1 % et 3,8 %, les PRFI enregistrant les plus fortes baisses.

Le rapport indique les mesures à prendre par les PRFI et leurs partenaires de développement pour lutter contre la RAM, et fournit une estimation de l'investissement requis. D'après le rapport, la lutte contre la RAM dans les PRFI coûtera environ 9 milliards de dollars américains chaque année jusqu'en 2050. Le taux de rendement de cet investissement pourrait atteindre 88 % par an, ce qui montre bien que l'affectation de ressources à la lutte contre la RAM est actuellement l'un des investissements les plus rentables que les pays puissent faire.

Tackling Drug-Resistant Infections Globally: final report and recommendations. The O'Neill Review on AMR; 2016.

<https://amr-review.org/>

Ce rapport, élaboré sur la base d'une étude indépendante dirigée par l'économiste Jim O'Neill, fournit une série de recommandations pour faire face à l'augmentation de la RAM dans le monde. Le rapport traite d'abord du problème croissant que constitue la résistance aux antimicrobiens et des raisons pour lesquelles une action est nécessaire pour y faire face, puis donne un aperçu de la manière dont le problème peut être résolu.

Les solutions proposées sont axées sur la réduction de l'usage inutile des antimicrobiens et l'augmentation de l'offre de nouveaux antimicrobiens grâce à neuf groupes d'interventions : des campagnes de sensibilisation du public, l'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène, l'utilisation réduite des antimicrobiens en agriculture et la pollution de l'environnement, le renforcement de la surveillance au niveau mondial, de nouveaux diagnostics rapides et vaccins, l'augmentation des ressources humaines, le recours potentiel à des primes à la commercialisation et la création d'un fonds pour l'innovation. Le rapport examine également la manière dont ces solutions peuvent être financées et les moyens de parvenir à un consensus politique autour de celles-ci.

7.2. Établir un lien entre la RAM et les thèmes de santé plus larges

RAM et couverture sanitaire universelle (CSU). OMS, sous presse

À paraître.

Ce document, qui sera publié en 2019, examine les liens entre la RAM et la CSU, qui vise à assurer l'accès aux services de santé et à réduire les difficultés financières liées aux soins. Il souligne la priorité élevée accordée à la CSU, qui est un objectif spécifique des ODD (ODD 3.8) dans de nombreux pays.

Le rapport présente également les différents éléments constitutifs d'une stratégie portant sur la CSU capable d'intégrer la RAM en son sein, notamment : le leadership dans la gestion des infections et des maladies infectieuses ; la santé publique et la prévention des infections ; le personnel de santé ; l'accès aux médicaments ; le financement, le suivi et la surveillance en matière de santé ; la réglementation.

RAM et soins de santé primaires. OMS, 2018

www.who.int/docs/default-source/primary-health-care-conference/amr.pdf?sfvrsn=8817d5ba_2

Ce document explore les liens entre les soins de santé primaires et la RAM et examine la manière dont les responsables de la planification, les gestionnaires et les prestataires dans le domaine des soins de santé primaires peuvent contribuer à améliorer l'accès, en particulier celui des personnes pauvres et vulnérables, tout en réduisant la résistance aux antimicrobiens.

Le document soutient qu'il est possible de s'attaquer à bon nombre des facteurs à l'origine de la baisse de l'efficacité des antibiotiques en dispensant des soins de santé primaires efficaces. Il présente 18 façons dont les soins de santé primaires peuvent soutenir une lutte efficace contre la RAM, regroupées en quatre grandes catégories : l'engagement et l'autonomisation des communautés ; l'accès équitable à des services de soins primaires de bonne qualité ; les politiques, la réglementation, le suivi et la supervision ; et l'action intersectorielle, notamment au niveau local.

RAM et sécurité sanitaire : Évaluation extérieure conjointe. OMS

<https://extranet.who.int/sph/ihr-monitoring-evaluation>

Cette plateforme en ligne comprend une base de données portant sur toutes les évaluations extérieures conjointes effectuées, une évaluation extérieure conjointe étant un processus reposant sur le volontariat et multisectoriel destiné à évaluer la capacité des pays à prévenir, détecter et combattre rapidement les risques de santé publique. Ces évaluations déterminent les capacités d'un pays en matière de sécurité sanitaire dans tous les secteurs pertinents à travers 19 domaines techniques, dont la RAM, et couvrent les capacités de détection de la RAM, de surveillance des infections résistantes, de prévention et de contrôle des infections, et de gestion des antimicrobiens.

Étant donné que les évaluations extérieures conjointes constituent la base des plans de sécurité sanitaire nationaux, il s'agit là d'une excellente occasion d'accroître la visibilité de la RAM dans l'agenda politique.

7.3. Établir le lien entre RAM et des secteurs spécifiques

RAM et VIH, tuberculose et paludisme. OMS, en cours d'élaboration

Ce document fournit les derniers faits et chiffres sur la RAM et le VIH, la tuberculose et le paludisme. Il montre que la résistance est en augmentation dans ces trois maladies prioritaires. La tuberculose ultrarésistante, une forme de tuberculose résistante à au moins quatre des principaux médicaments antituberculeux, a été identifiée dans 121 pays. La résistance au traitement de première intention du paludisme a également été confirmée dans cinq pays.

Le document montre la manière dont l'augmentation de la résistance complique la lutte contre chaque maladie, les traitements des souches résistantes étant beaucoup plus longs et moins efficaces que ceux des souches non résistantes.

RAM et agriculture. FAO, 2019

<http://www.fao.org/antimicrobial-resistance/fr/>

La plateforme en ligne de la FAO consacrée à la RAM est mise à jour régulièrement et couvre divers aspects liés à la RAM et à l'agriculture, notamment la santé et la production animales, la sécurité sanitaire des aliments, l'aquaculture, la législation, l'alimentation animale et la production végétale. La plateforme, qui propose un large éventail d'infographies, de fiches d'information, de rapports et de documents multimédias, ainsi que des liens vers les normes et instruments pertinents, présente de nombreuses informations sur l'ampleur du problème que constitue la RAM et sur ce qui peut être fait pour la combattre.

RAM et santé animale. OIE, 2019

<http://www.oie.int/fr/pour-les-medias/amr-fr/>

Le site de l'OIE sur la RAM est un site Web technique relativement élémentaire, qui énumère les normes et lignes directrices internationales de l'OIE relatives à l'usage des antimicrobiens et qui résume la stratégie de cette organisation pour combattre la RAM. Il comprend une petite sélection de ressources multimédias, notamment des fiches d'information et des infographies sur l'usage responsable et prudent des antibiotiques chez les animaux.

RAM et environnement. UNEP, 2017

<http://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/22263>

Dans ce chapitre tiré de son rapport annuel 2017, l'UNEP étudie les dimensions environnementales de la RAM, notamment les différentes façons dont la résistance peut se développer et se propager dans l'environnement.

Le rapport fait état de certaines stratégies existantes d'atténuation des rejets d'antimicrobiens dans l'environnement, notamment la réglementation, le traitement des eaux usées, la désinfection aux UV et la filtration. En conclusion, il estime que davantage d'activités de recherche doivent être effectuées pour mieux comprendre les risques posés par la RAM dans l'environnement et pour mettre au point des technologies d'atténuation durables. À ce titre, le document souligne le rôle que la société civile peut jouer pour combler les lacunes en matière de données, par exemple en demandant aux élèves de collège et de lycée de recueillir des échantillons de sol et d'eau ou aux agriculteurs et aux consommateurs de fournir des données sur la façon dont ils se débarrassent des médicaments périmés.

8. Lectures complémentaires

Jasovský D, Littmann J, Zorzet A, Cars O. Antimicrobial Resistance: A threat to the world's sustainable development. Dag Hammarskjöld Foundation: Uppsala; 2016. www.reactgroup.org/wp-content/uploads/2016/10/development-dialogue-paper-sdg-fullref.pdf

FAO, OIE, WHO. World Antibiotic Awareness Week Toolkit. <https://trello.com/b/tBoXeVae/world-antibiotic-awareness-week-toolkit-fao-oie-who>

ReAct. National action plans. ReAct: Uppsala; 2019. <https://www.reactgroup.org/national-action-plans/>

Résolution A/RES/71/3 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Déclaration politique issue de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la résistance aux agents antimicrobiens. New York City (NY) : Nations Unies ; 2016. https://digitallibrary.un.org/record/842813/files/A_71_L-2-FR.pdf

WHO. Assessing entry points and options for increasing investments in AMR in low- and middle-income countries. WHO: Geneva; 2018. www.who.int/antimicrobial-resistance/national-action-plans/countrycasestudiesinvestmentsinAMRincountries

WHO. National action plans (NAP): Supporting documents and tools. WHO: Geneva; 2019. www.who.int/antimicrobial-resistance/national-action-plans/supporting-documents-tools

OMS. Plan d'action mondial pour combattre la résistance aux antimicrobiens. OMS, Genève, 2015. <https://www.who.int/antimicrobial-resistance/publications/global-action-plan/fr/>

WHO. Tackling Antimicrobial Resistance Together. Working paper 1.0: Multisectoral collaboration. Geneva: World Health Organization; 2018. www.who.int/antimicrobial-resistance/publications/workingpaper1multisectoralcoordinationAMR